

2026

CONDITIONS DE VENTE



Conditions Générales de Vente

ARTICLE 1 . CHAMP D' APPLICATION – PORTEE INTEGRITE

- 1.1. Sauf accord spécifique préalable et écrit entre les parties, les présentes conditions générales de vente s'appliquent à tous les contrats de vente conclus avec Marazzi France Trading S.A.S. (ci-après dénommée le « Vendeur »), portant sur les produits figurant dans ses catalogues. En conséquence, la passation d'une commande par l'Acheteur emporte adhésion sans réserve, de ce dernier, aux présentes conditions générales de vente, sauf conditions particulières consenties par écrit par le Vendeur à l'Acheteur.
- 1.2. Tout document diffusé auprès de la clientèle sur les produits du Vendeur autre que les présentes conditions générales de vente, notamment catalogues, prospectus, publicités, notices, n'a qu'une valeur informative et indicative non contractuelle.
- 1.3. Toute commande de produit implique l'acceptation sans réserve par l'Acheteur et son adhésion pleine et entière aux présentes conditions générales de vente qui prévalent sur tout autre document de l'Acheteur, sauf accord dérogatoire exprès et préalable du Vendeur.

ARTICLE 2 . COMMANDES BAREMES ET PRIX

2.1 Commandes :

- 2.1.1. Les commandes sont considérées comme définitives à réception par le Vendeur du document normalisé de confirmation de commande qu'il émet signé par l'Acheteur.
- 2.1.2. Les commandes ainsi transmises au Vendeur sont irrévocables pour l'Acheteur, sauf accord écrit contraire du Vendeur.

2.2. Barèmes et prix :

- 2.2.1. Les produits sont vendus aux conditions et barèmes en vigueur joints au document normalisé de confirmation de commande présenté par le Vendeur. Notre barème d'écart comprend les remises suivantes : remise 50% (clients partenaires distributeur ou mettant en œuvre les produits d'au moins une de nos marques), remise logistique (en fonction du tonnage de livraison ou du conditionnement d'achat, présentation et suivi de la marque en salle exposition). Ces barèmes pourront être revus à la hausse à tout moment en cours d'année, après information préalable des clients. Toute modification tarifaire sera automatiquement applicable à la date indiquée sur le nouveau barème. Les prix s'entendent hors taxes. Tous les frais liés à la commande, au chargement et à un emballage normal de la marchandise sont compris ; les frais de livraison sont en sus. Tout impôt, taxe, droit ou autre prestation à payer en application des règlements français ou ceux d'un pays importateur ou d'un pays de transit sont à la charge de l'Acheteur.
- 2.2.2. Par dérogation aux barèmes en vigueur, des tarifs spécifiques pourront être négociés au cas par cas. Ces tarifs spécifiques, consentis à raison de conditions particulières [référencement, stockage, promotion exceptionnelle ...], seront susceptibles de varier proportionnellement à l'indice du bâtiment BT09. Le réajustement de tels tarifs se fera tous les 6 mois à compter de la date d'effet de ces conditions tarifaires particulières ; le tarif devant varier du même pourcentage que l'indice choisi. L'indice de base retenu sera le dernier indice publié au jour de la prise d'effet des conditions particulières. L'indexation jouera de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une notification préalable. Si, au cours des relations contractuelles entre l'Acheteur et le Vendeur, la publication de cet indice devait cesser, il serait fait application de l'indice présentant les caractéristiques les plus proches du précédent indice parmi ceux existant alors.

ARTICLE 3 . CONDITIONS DE PAIEMENT

3.1 Paiement

- 3.1.1. Les factures sont payables sans escompte et au plus tard à 30 jours date de facturation, sauf convention expresse dérogatoire des parties. La date d'échéance figure sur la facture.
- 3.1.2. Le mode de règlement est la LCR magnétique non acceptée pour la France et le virement SWIFT confirmé pour les autres pays, sauf convention expresse dérogatoire des parties.
- 3.1.3. Seul l'encaissement effectif des LCR ou des SWIFT sera considéré comme valant complet paiement au sens des conditions générales de vente.
- 3.1.4. Toutes les commandes que le Vendeur accepte d'exécuter le sont compte tenu du fait que l'Acheteur présente des garanties financières suffisantes et qu'il règlera les sommes dues comptant. Si le Vendeur a des raisons sérieuses ou particulières de craindre des difficultés de paiement de la part de l'Acheteur ou si celui-ci ne présente pas, après commande, les mêmes garanties qu'à la date d'acceptation de la commande, le Vendeur pourra subordonner l'acceptation de la commande ou la poursuite de son exécution à la fourniture par l'Acheteur de garanties à son profit.
- 3.1.5. Le transfert de propriété du fonds de commerce et du matériel de l'Acheteur, l'ouverture d'une procédure collective à son encontre pourra, si bon semble au Vendeur, entraîner de plein droit l'exigibilité immédiate et intégrale des sommes restant dues ainsi que l'annulation des commandes en cours.

3.2. Non paiement

- 3.2.1. Tout retard de paiement, même partiel, entraînera de plein droit l'application de pénalités de retard d'un montant égal à trois fois le taux de l'intérêt légal, ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40 eur pour frais de recouvrement due au créancier. Ces pénalités sont exigibles dès réception de l'avis informant l'Acheteur qu'elles ont été portées à son débit. Le montant de ces pénalités de retard sera le cas échéant imputé de plein droit sur toutes remises, ristournes ou rabais dus par le Vendeur.
- 3.2.2. Le non-paiement d'une échéance entraîne de plein droit la déchéance du terme de toutes les factures non encore échues. En cas de non-paiement, même partiel, d'une facture venue à échéance, après mise en demeure restée sans effet dans les 48 heures, le Vendeur se réserve la faculté : - de résilier de plein droit la vente. Le Vendeur pourra en conséquence demander la restitution des marchandises, sans préjudice de tous dommages intérêts ; - de suspendre immédiatement, sans aucune indemnisation, tout livraison en cours. Les acomptes déjà perçus restant définitivement acquis au Vendeur à titre de clause pénale ; - de refuser d'honorer toute nouvelle commande, sans que l'Acheteur puisse prétendre à une quelconque indemnité, pour quelque raison que ce soit.
- 3.2.3. De convention expresse et sauf report accordé par le Vendeur, le défaut de paiement d'une facture de livraison à l'échéance fixée entraînera l'exigibilité, à titre de dommages et intérêts et de clause pénale d'une indemnité égale au montant des frais réels bancaires, supportés par le Vendeur, majorés d'une pénalité égale à 150 euros hors taxes par incident.
- 3.2.4. L'Acheteur devra rembourser tous les frais occasionnés par le recouvrement contentieux des sommes dues.
- 3.2.5. En aucun cas l'Acheteur ne pourra suspendre les paiements des factures. 3.2.6. En aucun cas l'Acheteur ne pourra opérer, sauf accord contraire des parties, de compensation entre

les sommes qui lui seraient dues le cas échéant par le Vendeur et les sommes qu'il doit au Vendeur à raison de leur courant d'affaires. Les sommes dues, le cas échéant, par le Vendeur à l'Acheteur, y compris suite à litiges, feront l'objet d'un avoir venant en déduction uniquement des factures à même échéance que l'avoir. A défaut, les sommes objet de l'avoir seront remboursées par le Vendeur à l'Acheteur à la fin du trimestre civil suivant son édition.

ARTICLE 4 . LIVRAISON OU ENLEVEMENT DE LA MARCHANDISE

- 4.1. Les délais de livraison ou d'enlèvement par l'acheteur ne sont donnés qu'à titre indicatif, leur dépassement ne peut donner lieu à aucune pénalité ou indemnité, ni justifier l'annulation de la commande. Tout retard de livraison non imputable au Vendeur pourra induire des stockages et manutentions aux frais et risques exclusifs de l'Acheteur.
- 4.2. La livraison ou l'enlèvement de marchandises ne peuvent intervenir que si l'Acheteur est à jour de toutes ses obligations envers le Vendeur, notamment en matière de paiement.
- 4.3. Les marchandises sont réputées livrées dès leur mise à disposition de l'Acheteur, dûment notifiée par le Vendeur, dans les entrepôts de ce dernier ou dans ceux de ses fournisseurs, ou, à défaut, dès sortie de la marchandise des entrepôts du Vendeur ou de ceux de ses fournisseurs.
- 4.4. Sauf accord contraire, aucune livraison ne peut être reprise sans l'accord exprès et écrit du Vendeur.
- 4.5. Les livraisons ou enlèvements effectués sur une même journée font l'objet d'une facturation unique globale. En cas de plusieurs livraisons ou enlèvements sur une même journée et sur demande de l'Acheteur, chaque livraison pourra faire l'objet d'une facturation séparée moyennant un coût forfaitaire de 40 euros hors taxes par facture éditée.

ARTICLE 5 . RESERVE ET TRANSFERT DE PROPRIETE - TRANSFERT DES RISQUES

- 5.1. Le transfert de propriété des marchandises est subordonné au paiement intégral du prix en principal et accessoires ainsi que de tous les frais exposés, même en cas d'octroi de délais de paiement. La simple remise d'un titre créant une obligation de payer ne constitue pas un paiement au sens de la présente clause.
- 5.2. Le Vendeur pourra faire jouer les droits qu'il détient au titre de sa réserve de propriété ci-dessus, pour l'une quelconque de ses créances, sur la totalité des marchandises en possession de l'Acheteur, ces dernières étant conventionnellement présumées être celles impayées, et le Vendeur pourra les reprendre ou les revendiquer en dédommagement de toutes ses factures impayées, sans préjudice de son droit de résolution des ventes en cours.
- 5.3. L'Acheteur coopèrera avec le Vendeur afin que la réserve de propriété soit valable et efficace vis-à-vis de tierces parties.
- 5.4. Le transfert des risques a lieu dès mise à disposition des marchandises de l'Acheteur, dûment notifiée par le Vendeur, dans les entrepôts de ce dernier ou dans ceux de ses fournisseurs, ou à défaut dès sortie de la marchandise des entrepôts du Vendeur ou de ceux de ses fournisseurs.

ARTICLE 6 . EMBALLAGES - PALETTES

Les emballages sont conformes à l'usage et adaptés aux caractéristiques des marchandises. Le Vendeur se réserve le droit de reprendre les seules "europalettes" qui pourront le cas échéant être retirées par le Vendeur à tout moment. A défaut il sera facturé à l'Acheteur par le Vendeur, à titre de participation, un coût de 9 euros hors taxes par "europalettes" non restituées en fin d'année calendaire.

ARTICLE 7 . TRANSPORT - DECHARGEMENT

- 7.1. Les marchandises voyagent aux risques et périls de l'Acheteur qui vérifiera leur état à la réception et devra, en cas d'avarie ou de manquement, faire part par courrier recommandé de toutes constatations nécessaires dans les 48 heures de la réception des marchandises et exercer tous recours auprès du transporteur.
- 7.2. Sauf instructions de l'Acheteur, le Vendeur choisit le moyen de transport et l'itinéraire utilisés pour la livraison des marchandises. Une assurance n'est souscrite que sur demande expresse de l'Acheteur.
- 7.3. Le déchargement des envois de 3 tonnes ou plus incombe à l'Acheteur.

ARTICLE 8 . DELIVRANCE NON CONFORME – DEFAULT DE LA CHOSE VENDUE

8.1. Délivrance non conforme

- 8.1.1. Sans préjudice des dispositions à prendre par ses soins vis à vis du transporteur, l'Acheteur doit notifier au Vendeur, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au service qualité, tout défaut de conformité des marchandises livrées par rapport à la commande, au plus tard 2 jours ouvrés après la réception des marchandises par l'Acheteur ou son mandataire et avant leur pose. L'absence de réserves dans le délai de 2 jours ouvrés ou la pose de marchandises avant toute réserve dans ce même délai vaudra renonciation de l'Acheteur à toute réclamation du chef d'un quelconque défaut de conformité des marchandises livrées. Il appartient à l'Acheteur de fournir toutes les justifications quant à la réalité de la non-conformité des marchandises par rapport à sa commande. Il est rappelé que les catalogues, prospectus, publicités, notices, échantillons et autres documents présentés à la clientèle sur les produits du Vendeur ont un caractère purement indicatif et sont dénués de valeur contractuelle.
- 8.1.2. En cas de non conformité avérée et reconnue par ses services, le Vendeur s'engage à remplacer les marchandises non conformes. Les frais de port sont à la charge du Vendeur.
- 8.1.3. En toutes hypothèses, l'obligation de garantie du Vendeur sera limitée au remplacement des marchandises, à l'exclusion de tout autre dédommagement à quelque titre que ce soit.
- 8.1.4. L'Acheteur devra réceptionner les marchandises et les conserver à ses frais et risqué exclusifs jusqu'au règlement définitif de la contestation.

8.2. Défaut de la chose vendue

- 8.2.1. Les produits sont garantis contre tout défaut de matière ou de fabrication ou de conception, à l'exclusion de tous autres défauts, constatés et déclarés par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de 2 ans à compter de la date de la livraison. Les défauts apparus ou déclarés postérieurement à l'expiration de ce délai ne feront l'objet d'aucune garantie de la part du Vendeur. Les interventions effectuées au titre de la garantie ne pourront avoir pour effet de prolonger la durée de celle-ci. La présentation de la facture sera rigoureusement exigée lorsque la garantie sera invoquée. Le Vendeur sera uniquement tenu, au titre de sa garantie, de remplacer

gratuitement le produit ou l'élément reconnu défectueux par ses services, sauf si ce mode de dédommagement s'avère disproportionné. Dans ce cas, l'Acheteur bénéficiera d'une réduction de prix égale à 20 % du montant d'achat hors taxes du produit reconnu défectueux. En aucun cas le Vendeur ne sera tenu d'un autre dédommagement, à quelque titre que ce soit, du chef des défauts de matière, de fabrication ou de conception de ses produits. Pour bénéficier de la garantie, tout produit doit être au préalable soumis au service après-vente du Vendeur dont l'accord est indispensable pour tout remplacement. Les frais éventuels de port sont à la charge de l'Acheteur.

8.2.2. Exclusion de la garantie pour défaut de la chose vendue. La garantie pour défaut de la chose vendue ne joue pas pour les vices apparents. Sont également exclus de cette garantie pour défaut de la chose vendue, les défauts et détérioration provoqués par l'usure naturelle ou par un accident extérieur (montage/pose erroné, entretien défectueux, utilisation anormale, etc...), ou encore par une modification du produit non prévue ni spécifiée par le Vendeur. Pour les défauts et/ou modifications susvisés, seule la garantie pour délivrance non conforme aura vocation à s'appliquer sous réserve des dispositions de l'article 8.1. La garantie du Vendeur est dans tous les cas limitée aux Produits de premier choix avec un pourcentage de carreaux défectueux non supérieur à 5 %, seulement pour la partie dépassant ce pourcentage, tandis que la garantie est expressément exclue pour les Produits autres que ceux de premier choix. Sans préjudice des cas de dol ou faute grave.

ARTICLE 9. ECHANTILLONS - MEUBLES ET PRESENTOIRS

Les échantillons, meubles et présentoirs mis à la disposition de l'Acheteur pour commercialisation des produits du Vendeur, demeurent la propriété exclusive de ce dernier et doivent lui être rendus à première demande et sans qu'il soit nécessaire que cette demande soit motivée, aux risques et frais de l'Acheteur. L'ensemble des taxes fiscales assises sur les échantillons dont l'Acheteur a la garde seront à la charge de ce dernier qui s'oblige à les régler à première demande du Vendeur sur présentation d'une facture.

ARTICLE 10. FORCE MAJEURE

La survenance d'un cas de force majeure a pour effet de suspendre l'exécution des obligations contractuelles du Vendeur. Est un cas de force majeure au sens de la présente clause tout événement indépendant de la volonté du Vendeur qu'il ne peut raisonnablement être tenu de prévoir et faisant obstacle à son fonctionnement normal tel que les grèves totales ou partielles, l'interruption des transports, de la fourniture d'énergie ou de matières premières.

ARTICLE 11. REGLEMENT DES LITIGES

Toute contestation sera soumise au droit français et relèvera exclusivement de la compétence du tribunal de commerce du siège social du Vendeur.

ARTICLE 12. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

12.1 Aux fins de l'exécution du Contrat, les Parties s'engagent à se conformer à toute obligation prévue par le Règlement Général (UE) 2016/679 relatif à la « protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données » (ci-après « RGPD »), ainsi que, dans les limites de son applicabilité, à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite, loi informatique et libertés telle que modifiée ainsi qu'à toute directive ou ligne directrice établies par les autorités de contrôle compétentes.

12.2. En acceptant ce Contrat, chaque Partie, pour ce qui la concerne, reconnaît que ses propres données à caractère personnel et/ou celles de ses employés et/ou collaborateurs, impliqués dans les activités d'exécution du Contrat, pourront être communiquées à l'autre partie et traitées par cette dernière en tant que Responsable indépendant du traitement pour les seuls besoins de l'exécution du Contrat.

12.3. En particulier, l'Acquéreur reconnaît que ses propres données à caractère personnel et/ou celles de ses employés et/ou collaborateurs, impliqués dans les activités du Contrat, seront traitées par le Vendeur en tant que Responsable autonome du traitement pour les finalités et selon les modalités mentionnées dans la « Note d'information Clients » rédigée au sens des art. 13 et 14 du RGPD disponible sur le site web www.marazzi.fr sous la section Privacy, que l'Acquéreur s'engage d'ores et déjà à porter à l'attention de ses employés et/ou collaborateurs.

ARTICLE 13. ANTI-CORRUPTION. CODE ÉTHIQUE

13.1 L'Acquéreur respecte les dispositions des lois, règlements et directives applicables de toutes les autorités, les organismes gouvernementaux ou autres institutions nationales ou internationales à propos de pratiques et de faits illicites ayant trait à la corruption (la « Loi Applicable »), y compris les lois concernant des paiements illicites, offres, promesses d'argent ou tout autre bénéfice en faveur d'officiers publics ou de personnes chargées d'un service public pour accomplir leurs fonctions ou pouvoirs.

13.2 Plus précisément, l'Acquéreur respecte les dispositions du U.S. Foreign Corrupt Practices Act, de la Convention on Combating Bribery of Foreign Officials in International Business Transactions de 1997 et toute autre Loi Applicable en matière de corruption.

13.3 L'Acquéreur s'engage, pour lui-même et pour ses propres fonctionnaires, administrateurs, travailleurs, collaborateurs ou consultants, à ce que ne soit accomplie, ni directement ni indirectement, aucune action dans le cadre de l'exécution d'un contrat pouvant constituer un fait illicite comme le prévoit n'importe quelle Loi Applicable, et il s'engage en particulier, pour lui-même et pour ses propres fonctionnaires, administrateurs, travailleurs, collaborateurs ou consultants, à ce que ne soient offerts, donnés ou autorisés a) aucune dation ni paiement, gratification ou tout autre bénéfice à des fonctionnaires ou personnes chargées de la fonction publique, employés ou agents de toute autorité, organisme gouvernemental, et de toute autre institution nationale et internationale ; b) aucune contribution, de n'importe quelle nature, à quiconque étant candidat à l'exercice d'une charge publique.

13.4 L'Acquéreur déclare connaître le Code Éthique du Vendeur (le « Code Éthique »), le Code de Conduite (le « Code de Conduite »). Le Code Éthique et le Code de Conduite peuvent être consultés à l'adresse suivante : <https://www.marazzi.fr/telecharger/>. Le Vendeur s'engage à prendre les commandes conformément aux dispositions de ces Conditions Générales de Vente et au Code Éthique et Code de Conduite.

13.5 L'Acquéreur s'engage, pour lui-même et pour ses propres fonctionnaires, administrateurs, travailleurs, collaborateurs ou consultants qui entrent en contact avec le Vendeur dans le cadre de l'exécution des Contrats, à ce que le responsable du Vendeur soit informé de tout acte, fait ou action dont ils peuvent avoir connaissance et pouvant constituer une infraction

ou pouvant, dans tous les cas, impliquer la responsabilité administrative du Vendeur.

13.6 L'Acquéreur déclare et garantit qu'il n'a pas été désigné, qu'il n'est ni contrôlé par ou associé avec un quelconque des acteurs inclus dans les listes de restriction des États-Unis, de l'Union Européenne ou de tout autre pays, y compris, sans limitation aucune, le U.S. Treasury Department Office of Foreign Assets Control's Specially Designated Nationals and Blocked Persons List ; et l'Acquéreur s'engage à ne vendre ou transférer aucun Produit auxdits acteurs à un autre titre. L'Acquéreur déclare respecter les dispositions relatives aux sanctions économiques, ainsi qu'aux lois, règlements de contrôle sur l'exportation en vigueur aux États-Unis, au sein de l'Union Européenne et dans tout autre pays, y compris, sans limitation aucune, les règlements de l'Office of Foreign Assets Control.

13.7 En cas de violation de la part de l'Acquéreur de certaines des obligations, déclarations et garanties visées au précédent article 13, le Vendeur a le droit de résilier le Contrat.

ARTICLE 14. ÉCO-CONTRIBUTION

La part du coût unitaire que le Vendeur supporte pour la gestion des déchets de PMCB, tel que facturé par l'éco-organisme auquel le Vendeur adhère, est intégralement répercutée à l'acheteur professionnel du produit sans possibilité de réfaction.

Le numéro d'identification unique attribué au Vendeur par l'éco-organisme auquel le Vendeur adhère est FR300470_04MCHV.

ARTICLE 15. MARQUES, SIGNES DISTINCTIFS ET IMAGES DES PRODUITS DU VENDEUR

15.1 Les marques, logos et autres signes distinctifs, noms de domaine, dessins et modèles, textes et graphiques, images et tout matériel publicitaire du Vendeur et/ou relatif à ses produits (ci-après, collectivement et dans chacun de ses éléments, la "Propriété du Vendeur") sont la propriété exclusive du Vendeur et sont protégés par les lois en vigueur en matière de propriété industrielle et intellectuelle. L'Acheteur est donc autorisé à utiliser la Propriété du Vendeur uniquement conformément aux conditions prévues dans le présent article, tout autre usage étant exclu. En cas de violation, l'Acheteur sera seul responsable et s'engage à indemniser le Vendeur de toute conséquence préjudiciable qui pourrait en résulter, y compris face à des réclamations ou actions de tiers à cet égard.

15.2 En particulier, la Propriété du Vendeur doit être utilisée:


- en reproduisant uniquement ce qui est mis à disposition ou directement attribuable au Vendeur, à l'exclusion donc d'images, reproductions et similaires trouvés ailleurs ;
- exclusivement à des fins descriptives/référentielles des produits originaux du Vendeur, en tant que fonctionnellement et directement liés à la vente des produits eux-mêmes par l'Acheteur et donc limités au matériel descriptif/référentiel lié à la vente des produits achetés par l'Acheteur, qui sont exposés, mis à disposition ou distribués dans ses points de vente, par le biais d'activités de marketing direct et/ou publiés sur son site institutionnel et ses canaux de réseaux sociaux. Il est entendu que dans ledit matériel descriptif/référentiel, les marques du Vendeur concernées devront être associées aux produits correspondants ; tandis qu'il est permis, mais non obligatoire, de reproduire le lien vers les sites/canaux et/ou les contacts institutionnels du Vendeur ;
- en reproduisant fidèlement les formes, dimensions, couleurs et proportions, qui ne pourront être modifiées en aucune manière.

15.3 L'Acheteur ne peut en aucun cas, même temporairement, mettre à disposition de tiers la Propriété du Vendeur, toute forme de transfert/cession, licence ou concession d'utilisation étant interdite, ainsi que toute utilisation de manière ou sous des formes autres que celles autorisées. Il est strictement interdit:

- de déposer et/ou enregistrer partout dans le monde des marques identiques et/ou similaires, ainsi que des noms de domaine web et/ou des comptes/pages/groupes, etc. (même personnels) de réseaux sociaux, contenant des signes identiques et/ou similaires aux marques du Vendeur ;
- d'utiliser les marques du Vendeur comme dénomination sociale, raison sociale ou nom commercial de l'Acheteur ;
- d'utiliser la Propriété du Vendeur dans le cadre d'initiatives publicitaires/communicationnelles de l'Acheteur sur des médias tiers (tels que : presse, télévision, cinéma, radio, affichage public et sites Internet/canaux de réseaux sociaux de tiers, ou Ad-words pour moteurs de recherche), dans les relations publiques, et dans le cadre d'activités de sponsoring ou lors d'événements promotionnels-publicitaires en dehors des points de vente, sans autorisation écrite de Marazzi Group ;
- en particulier (mais sans aucune limitation), il est strictement interdit d'utiliser la Propriété du Vendeur en la reproduisant sur des supports non autorisés et/ou des gadgets et articles de merchandising, même distribués gratuitement ; en supprimant des marques et/ou autres indications présentes ; de manière à laisser entendre au public que le Vendeur est le sponsor de (ou promeut de quelque manière que ce soit) l'activité de l'Acheteur ou un événement (par exemple sportif) ou qu'il existe une relation commerciale entre le Vendeur et l'Acheteur autre que celle entre producteur et revendeur (par exemple, la création d'un site Internet identique ou similaire à celui du Vendeur, même par le biais de framing) ; de manière à nuire à l'image, à la réputation et au positionnement commercial du Vendeur, de ses marques et/ou de ses produits ; dans le cadre de publicités trompeuses ou comparatives, c'est-à-dire en comparaison avec des produits de tiers.

15.4 L'utilisation de la Propriété du Vendeur en dehors des cas autorisés doit être nécessairement convenue par écrit et à l'avance avec le Vendeur. Par exemple, toute utilisation de la Propriété du Vendeur sur le papier à en-tête de l'Acheteur doit être convenue à l'avance par écrit avec le Vendeur. Le Vendeur se réserve le droit de demander à tout moment, à sa discrétion, la cessation, avec effet immédiat, de toute utilisation de la Propriété du Vendeur non conforme au présent article ou non autorisée, ainsi que le droit de saisir les juridictions compétentes pour protéger ses droits. En tout état de cause, le droit de l'Acheteur d'utiliser la Propriété du Vendeur comme prévu dans le présent article cessera automatiquement à la cessation, pour quelque cause que ce soit, de la vente par l'Acheteur des produits du Vendeur en vertu des présentes Conditions Générales de Vente. L'Acheteur est également tenu, pendant la durée de la relation avec le Vendeur, d'informer rapidement le Vendeur de toute violation de la Propriété du Vendeur par des tiers, ainsi que de toute réclamation ou action intentée par des tiers en relation avec la Propriété du Vendeur, dont il pourrait avoir connaissance.

Conditions Particulières de Vente

- 1 - Ce tarif annule et remplace toutes les versions précédentes.
- 2 - L'unité de mesure de la facturation est la suivante :
MQ = mètre carré
PZ = pièce
ML = mètre linéaire
- 3 - Nous nous réservons la possibilité de modifier les prix moyennant un préavis de trente jours. Après l'application du nouveau tarif, le prix net des commandes en cours restera tel quel pendant un mois, et la remise de prix sur les commandes en cours sera calculée selon l'ancien tarif pendant un mois. Après ce délai, le calcul de la remise se fera sur le nouveau tarif.
- 4 - Les prix sont exprimés hors TVA
- 5 - Sauf dérogation contractuelle convenue par écrit entre les parties, en cas de prix spéciaux préalablement établis pour une quantité inférieure à une palette, les commandes se feront aux conditions contractuelles présentes dans le compte clients.
- 6 - Aucun retour de marchandises ne sera accepté sans l'accord écrit et préalable du service ventes de la société.
- 7 - La marchandise devra être enlevée à la date établie et communiquée sans délai au client (DDS).
- 8 - Toute marchandise inscrite sur le bordereau de chargement (DDS) ne pourra plus être annulée. Pour toute annulation concernant toute ou partie des DDS en magasin, une indemnité de € 25,00 sera appliquée pour chaque ligne du DDS annulée. Après un délai de 30 jours, nous annulerons les DDS en magasin. Ces indemnités sont sans préjudice de tout recours de droit du Vendeur en ce cas-là.
- 9 - Sauf délais de paiement inférieurs convenus par accord entre les parties, une lettre de change relevé (LCR) à 60 jours sera émise pour les factures d'un montant inférieur à 1000,00€. La TVA et les éventuels frais de port jusqu'au lieu de destination convenu seront réglés en intégralité lors de la première échéance et, en tout état de cause, dans un délai maximum de 60 jours à compter de la livraison.
- 10 - L'emballage est gratuit pour les palettes complètes.
- 11 - Nous ne livrons pas de boîtes incomplètes.
- 12 - Les boîtes de 1er choix se distinguent par la mention « de 1er choix ».
- 13 - Les boîtes avec symboles et lettre noir  contiennent le matériau de second choix.
- 14 - Sauf indication contraire expresse, la marchandise est livrée départ usine.
- 15 - Nous appliquerons un supplément de 1,00 € par m2 sur la marchandise ayant fait l'objet d'une personnalisation (ex: appartement).